

Lutte contre la délinquance : bilan pour 2011

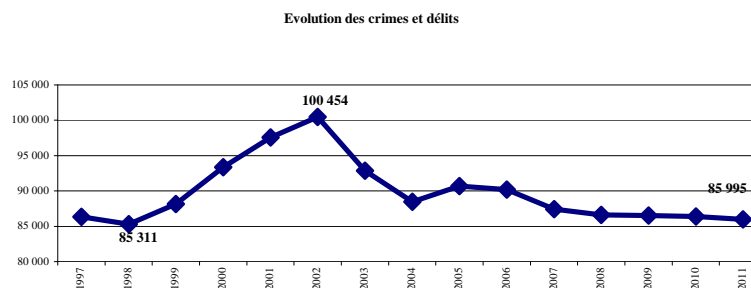
I- Délinquance en baisse

Délinquance générale :

➡ -0,43% (-14,39% depuis 2002)
en baisse pour la 6^{ème} année consécutive

Délinquance de proximité :

➡ -2,91% (-31,29% depuis 2002)



II- Violences aux personnes :

- Augmentation de 3,24% (13 990 faits en 2011 au lieu de 13 551 en 2010)



+ 1,75 % pour les violences physiques non crapuleuses, c'est-à-dire sans motif de vol



+ 4,06 % pour les violences physiques crapuleuses (+180 faits)
67,47% des violences physiques crapuleuses concernent les vols avec violence

III- Activité des services de police et de gendarmerie



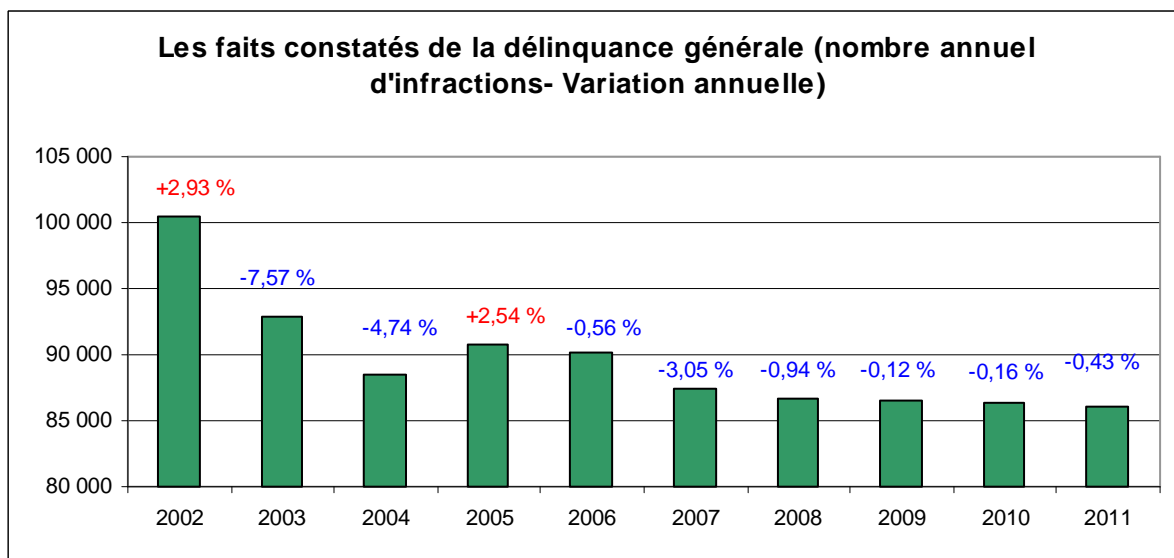
+ 6,76% d'infractions révélées par l'action des services




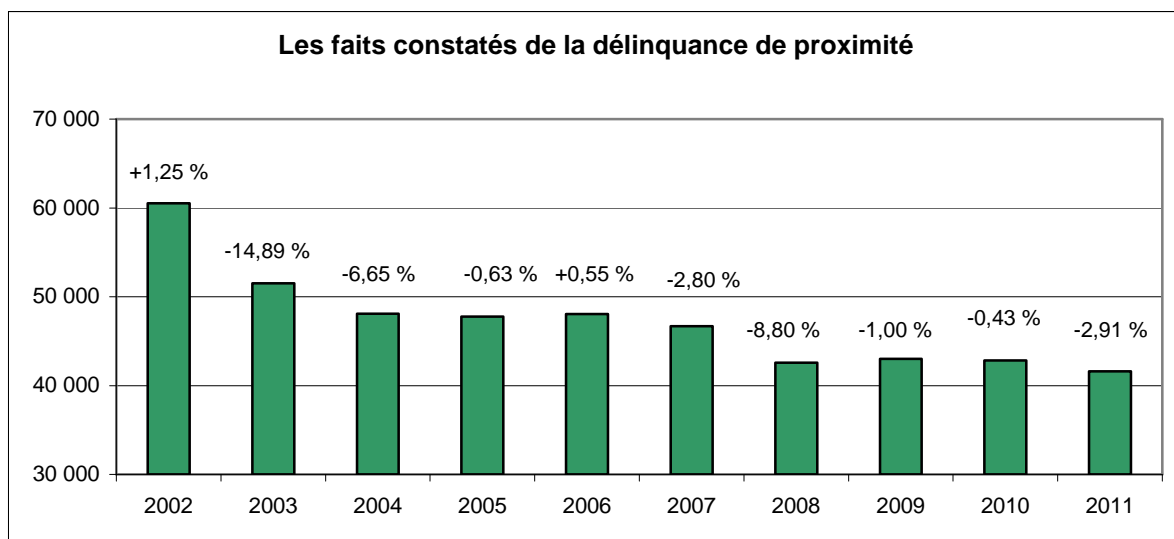
taux d'élucidation à 33,73 % (au lieu de 31,84% en 2010)

Délinquance générale et délinquance de proximité

délinquance générale  - 0,43 %

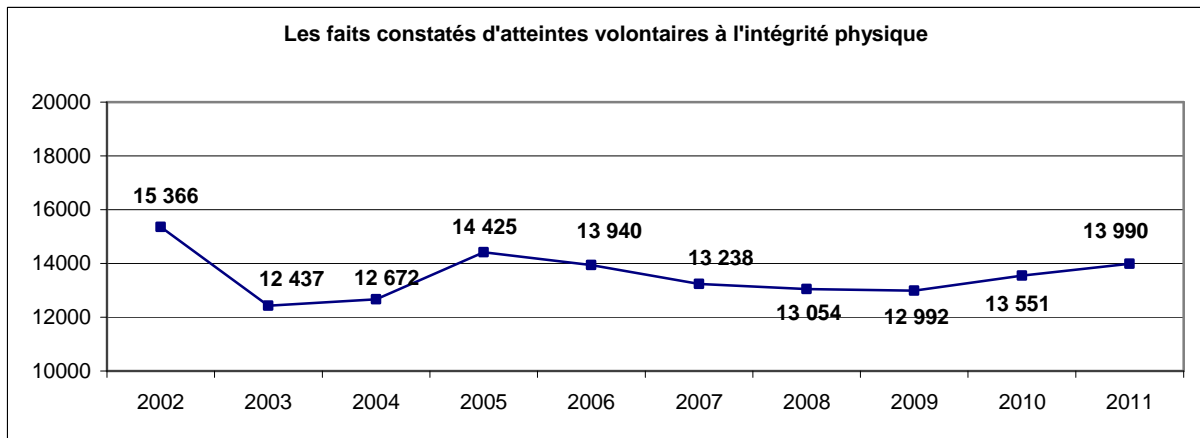


délinquance de proximité  - 2,91 %





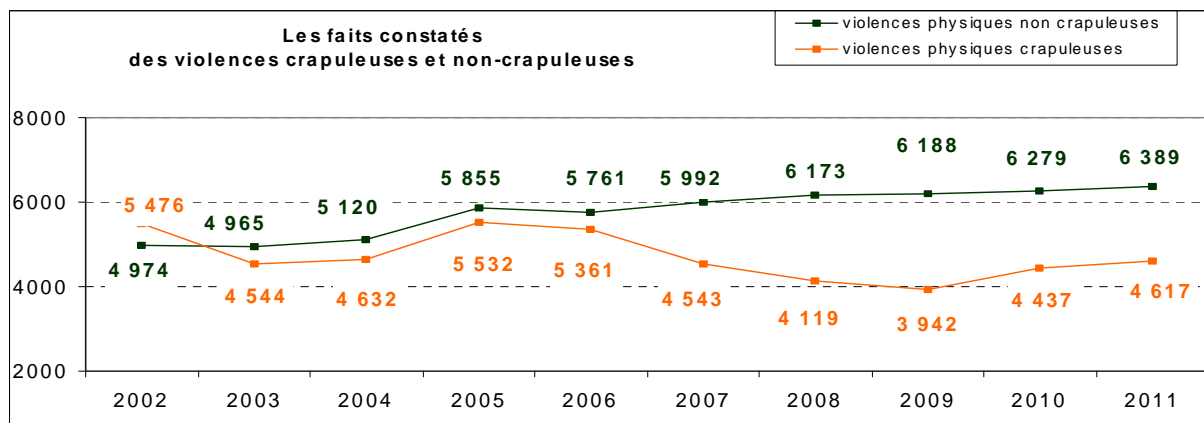
Violences aux personnes

-  +3,25%



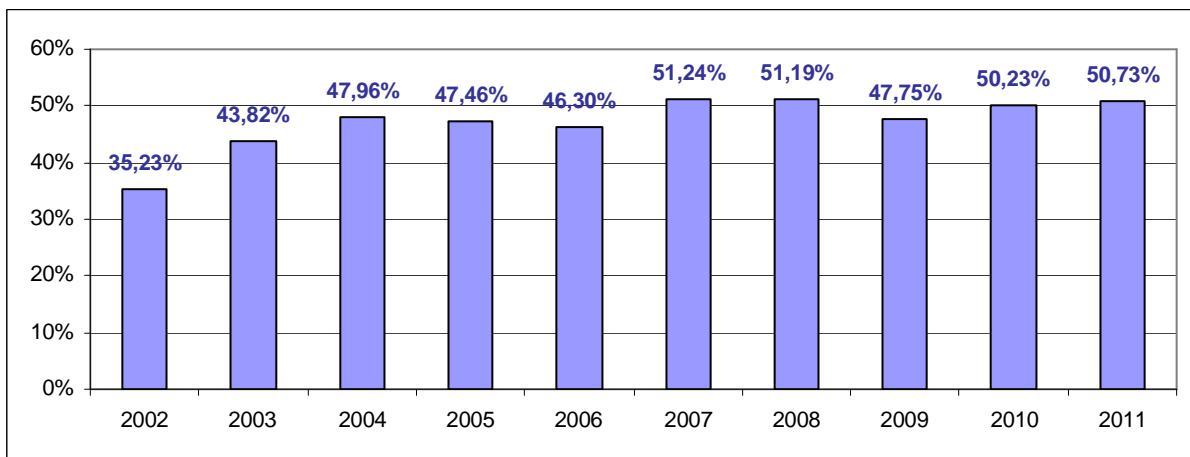
dont :

-  4,06 % pour les violences physiques crapuleuses (dont les vols de portables)
-  1,75 % pour les violences physiques non crapuleuses





- Taux d'élucidation stable

1 affaire sur 2 élucidée




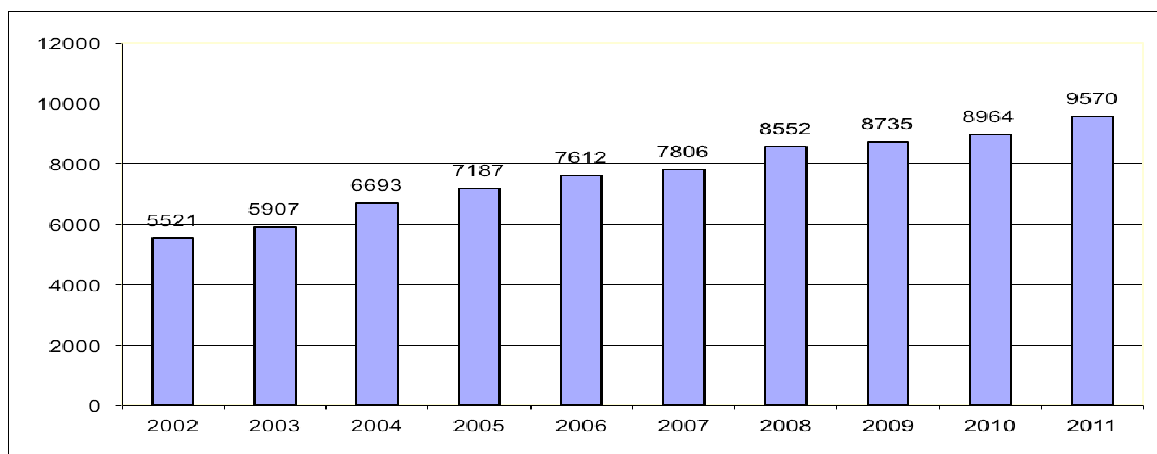
Activité des services de police et de gendarmerie

 + 6,76% d'infractions révélées par l'action des services

 taux d'élucidation à 33,73 %

- Les infractions révélées par l'activité des services
(crimes et délits découverts à l'initiative des services, sans plainte préalable)


 + 6,76% par rapport à 2010
+ 73,34 % de 2002 à 2011

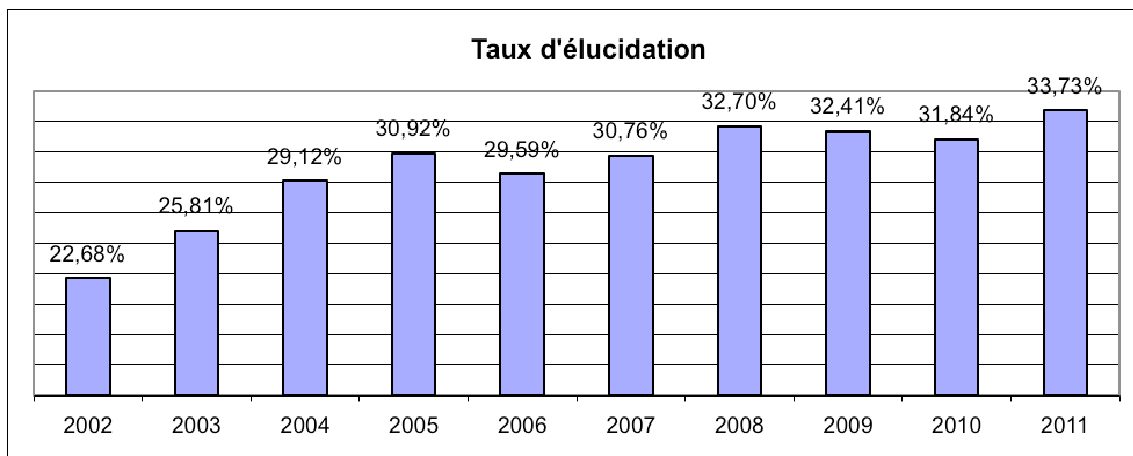


• Taux d'élucidation

(pourcentage du nombre des faits élucidés par rapport à celui des faits constatés)


33,73 % en 2011


 **1,89 point** par rapport à 2010
(+ 11,05 points depuis 2002)



Lutte contre la criminalité organisée

Les vols à main armée


 **-32,33%** des vols à main armée (- 10,74 % en 2010)
soit 180 faits en 2011 au lieu de 266 en 2010

 **+ 20%** du nombre de faits élucidés (54 au lieu de 45 en 2010)
soit un taux d'élucidation de 29,19 %

- Exemple d'affaires élucidées :

❖ En mai 2011 à LUZARCHES, un individu porteur d'un casque et d'une cagoule entre dans une pharmacie et menace l'employée avec une arme de poing. Devant les cris de la victime, l'auteur est désarmé et prend la fuite. Pris en chasse par une patrouille, il emprunte une voie de circulation à contresens. Il est contraint à l'arrêt mais prend la fuite à pied, ce qui permet la découverte du pistolet à billes qu'il a utilisé. Les relevés effectués sur l'arme permettent d'identifier l'auteur qui est interpellé.

Les cambriolages

 **+10,46 %** des cambriolages (+ 3,65 % en 2010)
soit 7 181 faits au lieu de 6 501 en 2010

 **+32,44%** du nombre de faits élucidés en 2011 (645 faits élucidés en 2011)

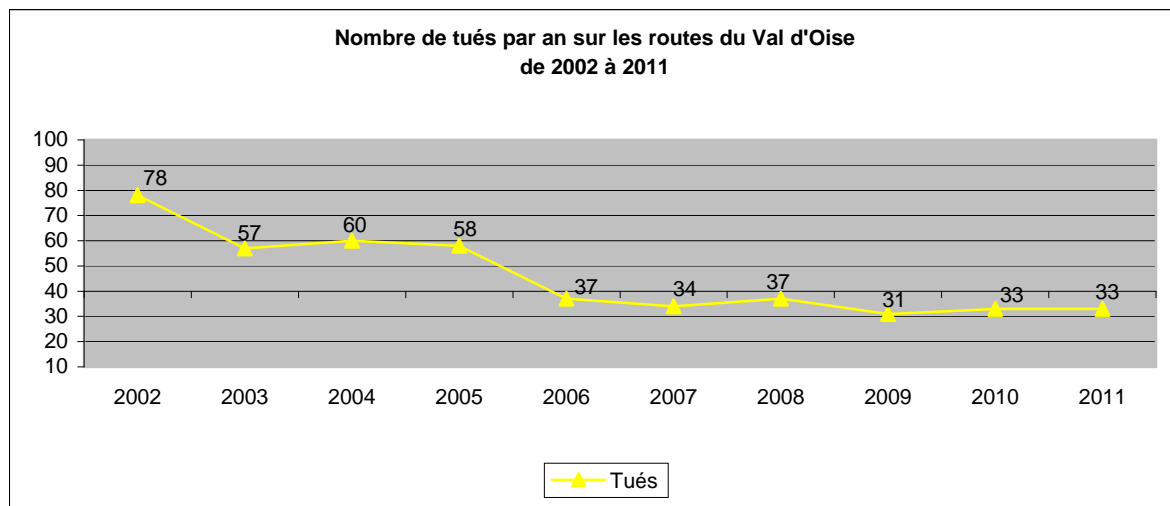
- Exemple d'affaires élucidées :

❖ En février 2011, le lycée GARAC a été victime d'un vol par effraction important avec dégradations.

Au cours des recherches de traces et indices, un gant a été retrouvé dans une salle de cours. Des analyses ont été effectuées sur ce gant. Suite à ces recherches un individu a été identifié trahi par son ADN, il était mineur au moment de faits et au moment de sa garde à vue le 01/03/2011 il était majeur. Il a cours de ses auditions essayé de justifier la présence du gant en prétextant qu'au moment du vol par effraction, il était élève au sein du lycée GARAC, or il s'est avéré que le mis en cause n'avait pas accès à la salle où le gant a été découvert.

Sécurité routière

Au cours de l'année 2011, 33 personnes se sont tuées sur les routes du Val d'Oise, comme en 2010.

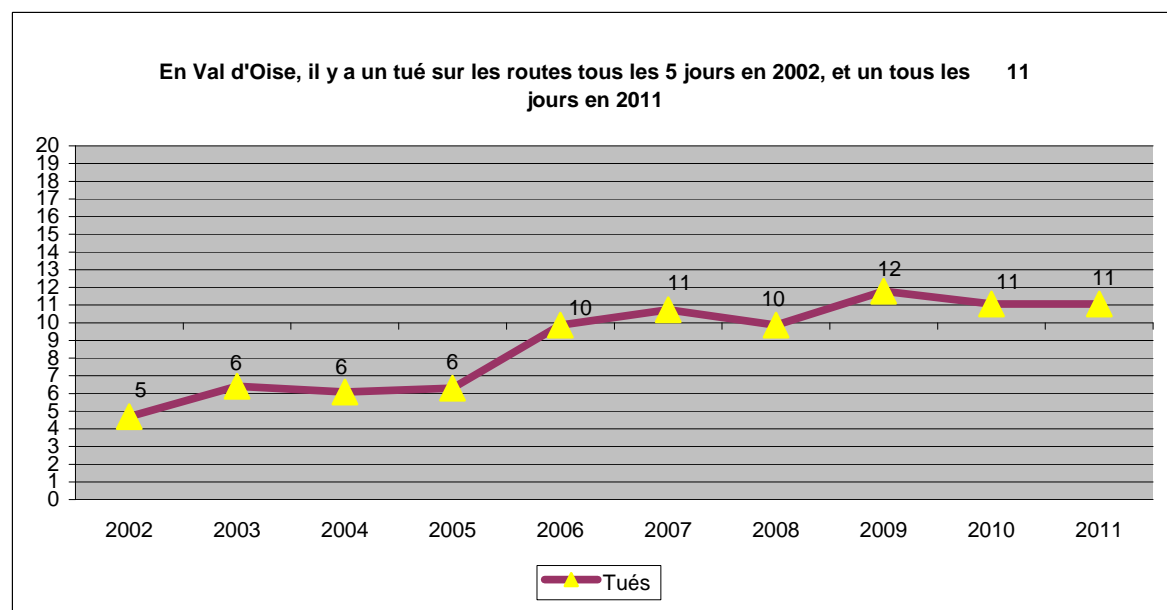


La plupart des tués sont des conducteurs de véhicules légers (17 au total). Le nombre de conducteurs de deux roues motorisés tués a diminué (9 en 2011 au lieu de 11 en 2010).

La tranche d'âge des 0-25 ans est la plus touchée : 14 morts, soit 43 % des victimes.

1 330 accidents ont été constatés, au lieu de 1 168 en 2010, occasionnant 1 547 blessés contre 1 346 en 2011.

En 2011, 9 radars de contrôle de franchissement de feux rouges et 1 radar de contrôle de vitesse, couplé à un radar pédagogique, ont été mis en service dans le département.



Le groupe d'intervention régional (G.I.R.) du Val d'Oise

Le Groupe d'intervention régional du Val d'Oise (G.I.R.), opérationnel depuis juin 2002, a pour mission principale de lutter contre l'économie souterraine alimentée par le trafic de stupéfiants, notamment dans les quartiers sensibles du département.

En 2011 :

66 opérations réalisées, dont 21 en zone urbaine sensible.

41 % des affaires concernent la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Saisies d'avoires criminels

1 141 342€ dont 521 403€ issus du trafic de stupéfiants (contre 1 053 577€ en 2010).

- Exemples d'affaires résolues par le G.I.R :

- ❖ Au début de l'année 2011, le G.I.R. poursuit un dossier débuté en 2010 qui avait abouti au démantèlement d'un important réseau d'importation et de revente de résine de cannabis sur le département du Val d'Oise (saisie de 450kg de résine). Les ultimes investigations permettent la saisie de deux biens immobiliers pour un montant total de **190 000€**

La direction départementale de la police aux frontières

La direction départementale de la police aux frontières du Val d'Oise (D.D.P.A.F.) a été mise en place le 1^{er} septembre 2006. Sa mission est de lutter contre toutes les formes d'immigration irrégulière organisée, notamment la lutte contre le travail dissimulé des étrangers en situation irrégulière, le trafic et l'usage de faux documents.

En 2011, l'activité de la D.D.P.A.F. continue sa progression:

- 245 opérations de lutte contre le travail illégal (+21% par rapport à 2010) dans 50 villes du département (90% en zone police)
- 536 faits élucidés (+16% par rapport à 2010)
- 414 infractions constatées (+8.4 % par rapport à 2010)

96 employeurs illégaux

65 participants à une filière d'aide au séjour

241 étrangers en situation irrégulière

68 porteurs de faux documents

- Exemple d'affaire résolue par la D.D.P.A.F.

- ❖ En février 2011, la préfecture alertait la DDPAF sur des dossiers douteux de demandes de régularisations de pères d'enfants français pour des ressortissants nigériens, maliens et marocains.

Les investigations ont démontré qu'un individu constituait des dossiers de régularisation sur la base de faux documents pour justifier la naissance d'enfants qui n'existaient pas (faux certificats de nationalité française, carnets de santé, certificats médicaux, ...). Toujours contre rémunérations (kit payé entre 3 et 6.000€) ce faussaire recrutait des jeunes femmes de nationalité française qui jouaient le rôle de mère et épouse pour permettre à des hommes en situation irrégulière en France d'obtenir leur titre de séjour.

- ❖ Un courrier anonyme dénonçait des faits d'entrées illégales d'enfants marocains, victimes d'esclavage moderne.

Les investigations menées par la DDPAF ont conduit à une série d'interpellations le 14/06/2011 (4 objectifs sur 6) et 2 jeunes filles victimes.

L'enquête, en bande organisée, a démontré que des jeunes filles (une douzaine identifiées) étaient « recrutées » au Maroc, essentiellement dans le même village, et arrivaient légalement ou illégalement en France. Sous couvert de fausses kafala (adoptions marocaines) et faux certificats de scolarité, les jeunes filles obtenaient des titres de séjour.

Elles étaient ensuite employées comme femmes à tout faire (ménage, garde des enfants). Trois des quatre adultes mis en cause dans cette filière ont été déférés et placés sous contrôle judiciaire.

Vidéo-protection

Depuis la loi du 24 janvier 2006 relative à la vidéo-protection, l'installation de systèmes de vidéo-protection sur la voie publique est toujours en progression.

En 2011, la préfecture du Val d'Oise a délivré 249 autorisations d'exploitation d'un système de vidéo-protection, contre 205 en 2010. Au total, 16 693 caméras sont implantées dans le département, soit 2 666 caméras de plus qu'en 2010.

62 communes disposent aujourd'hui d'un système de vidéo-protection installé sur la voie publique totalisant **1 388 caméras**.

Dans le département du Val d'Oise, 43 gares disposent d'un équipement de vidéo-protection.

❖ ARGENTEUIL

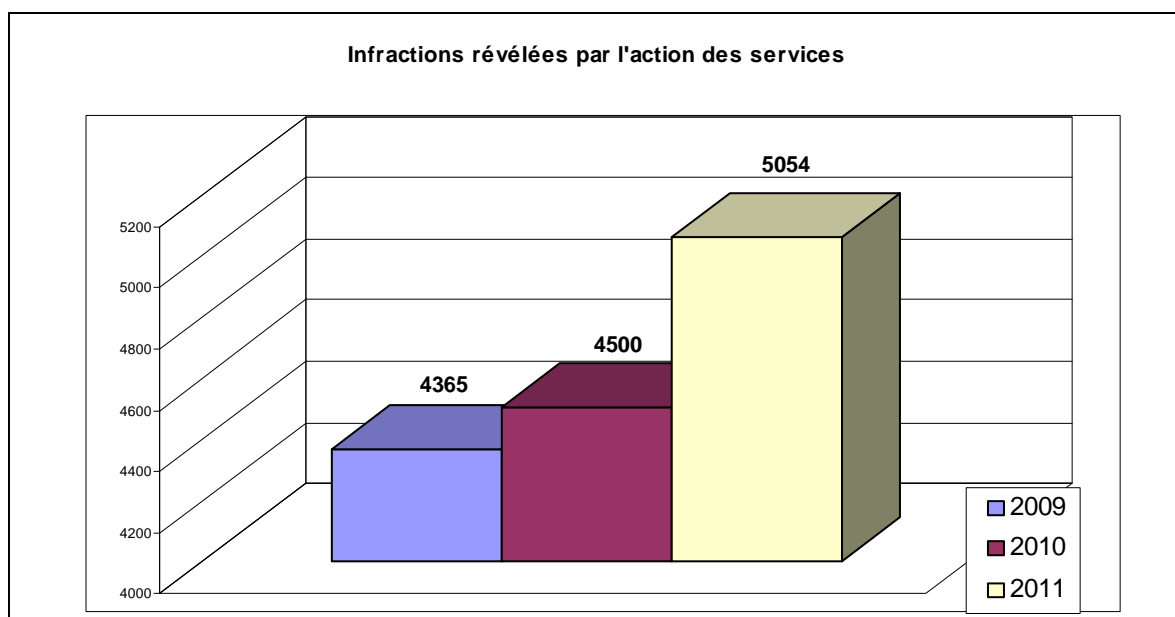
Le 6 décembre 2011, alors qu'il se trouvait en compagnie de deux copains, un individu de vingt ans était agressé par un homme qui le frappait d'un coup de couteau à l'abdomen. Il prenait ensuite la fuite, poursuivi par des tiers, non sans avoir tenté de porter un coup à un autre témoin. L'exploitation de la vidéo surveillance permettait de voir le mis en cause tenter d'acquérir le couteau, le dissimuler à l'issue des faits. Les auditions de témoins permettaient l'identification de l'agresseur.

Aperçu sur les lieux d'un incendie criminel en décembre 2011, diverses surveillances aux fins d'interpellation se révélaient vaines. L'exploitation d'une information permettait son interpellation et son placement sous le régime de la garde à vue. De son audition, il ressortait que des altercations avaient eu lieu entre les parties dès avant le coup mortel, qu'il reconnaissait avoir porté. Présenté au parquet à l'issue de la procédure, il était mis en examen et écroué.

Lutte contre le trafic de stupéfiants

Les infractions à la législation sur les stupéfiants révélées par l'action des services de la direction départementale de la sécurité publique et du groupement de gendarmerie sont en augmentation de 12.31% en 2011, soit 554 infractions révélées de plus qu'en 2010.

En 2011, 1009 opérations liées au trafic de stupéfiants ont été réalisées par les forces de l'ordre dans le département du Val d'Oise, dont 952 opérations de dissuasion et de déstabilisation du trafic de proximité.



- Exemples de démantèlement de trafics de stupéfiants :

- **❖ BEZONS - ARGENTEUIL**

Courant avril 2011, une information relative à un trafic de stupéfiants parvenait à la Sûreté départementale. Des surveillances physiques et techniques étaient mises en œuvre qui permettaient d'établir la réalité du trafic. Une information était ouverte et le périmètre des surveillances techniques élargi. Il apparaissait que les différents acteurs opéraient essentiellement par voie téléphonique en langage codé, mais néanmoins explicite. Etaient ainsi identifiés six clients, deux fournisseurs et trois livreurs.

Le **22 11 2011**, une opération était menée au cours de laquelle le principal suspect prenait la fuite, mais six autres étaient interpellés.

Etaient découverts et saisis **333,1 kilos** de résine de cannabis conditionnés en valises marocaines, une somme de **15000 euros**, un pistolet **UZI**, des cartouches 357 magnum ; trois comptes saisis à hauteur de **21000 euros**.

L'exploitation du téléphone portable d'un mis en cause établissait qu'il s'était rendu quelques jours avant en Espagne, accréditant une importation potentielle du cannabis à cette occasion. A l'issue des auditions, deux mis en cause ont été écroués.

- Annexe 5 -

Violences urbaines

- Diminution globale de 22,65 % par rapport à 2010
 - 70,96 % des faits concernent des incendies volontaires
 - baisse de 32,65 % des affrontements entre bandes

VIOLENCES URBAINES			
	2010	2011	TOTAL
Incendies de véhicules	1138	975	-14,32%
Incendies de biens publics	104	80	-23,08%
Incendies de poubelles	714	624	-12,61%
Violences collectives à l'encontre des services de sécurité, de secours et de santé	130	116	-10,77%
Jets de projectiles	169	126	-25,44%
Occupations de halls d'immeubles	8	10	25,00%
Dégradations de mobilier urbain	249	294	18,07%
Affrontements entre bandes	49	33	-32,65%
Rodéos automobiles	139	108	-22,30%
TOTAL	3059	2366	-22,65%

- Répartition mensuelle

